

147, rue de l'Université
75338 PARIS CEDEX 07

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICE

RÈGLEMENT DE CONSULTATION (R. C.)

Administration contractante :

Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
Établissement public à caractère scientifique et technologique

Centre de recherche Nouvelle-Aquitaine-Poitiers
RD 150 - LE CHÊNE - CS 80006
86600 LUSIGNAN

**Exécution de prestations nécessaires au
nettoyage, à l'entretien et à l'hygiène des locaux**

Date et heure limites de remise des offres : **lundi 23 mars 2026 à 12h00**

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
2. ÉTENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
2.1. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.2. FORME DU MARCHÉ	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.3. DECOMPOSITION EN TRANCHES OU EN LOTS	3
2.4. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	3
2.5. AVANCE	3
2.6. MONTANT DE LA CONSULTATION	3
2.7. DUREE DU MARCHÉ.....	4
2.8. OPTIONS ET VARIANTES	4
3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS.....	4
3.1. MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	4
3.1.1. Pour la partie « candidature ».....	4
3.1.2. Pour la partie « Offre »	5
3.2. TRANSMISSION ET RECEPTION DES OFFRES.....	6
3.2.1. Transmission électronique dématérialisée obligatoire	6
3.2.2. Copie de sauvegarde - non obligatoire mais recommandée	6
4. APPRÉCIATION DES CAPACITÉS ET JUGEMENT DES OFFRES.....	7
4.1. APPRECIATION DES CAPACITES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4.2. CRITERES D'ATTRIBUTION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5. MODE DE RÉGLEMENT.....	8
6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	8
6.1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	8
6.2. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE	8
7. VISITE OBLIGATOIRE DES LOCAUX	9

1. OBJET DE LA CONSULTATION

L'appel d'offres concerne les prestations nécessaires au nettoyage, à l'entretien et à l'hygiène des locaux tertiaires et des installations techniques, y compris les prestations de vitrerie de locaux appartenant à INRAE, situés sur les sites de :

- Lusignan (86600) et Rouillé (86480)
- Le Magneraud (17700 Surgères)

Numéros de nomenclature européenne CPV :

- 90900000-6 « services de nettoyage et d'hygiène »
- 90911000-6 « services de nettoyage de logements, de bâtiments et de vitres »
- 90911200-8 « services de nettoyage bâtiments »
- 90911300-9 « services de nettoyage de vitres »
- 90919200-4 « services de nettoyage de bureaux »

Le code référentiel NACRES (Nomenclature Achat de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur) pertinent est :

BB.11 services de nettoyage courant des locaux

BB.13 services de nettoyage des vitres

2. ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

2.1. Conditions de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions de des articles L2124-2 et R2161-2 0 R2161-5 du Code de la Commande Publique (C.C.P.).

Le présent marché est un accord-cadre exécuté à bons de commandes passés suivant les articles R2162-1 à R2162-6 du Code de la Commande Publique, avec un montant minimum et un montant maximum.

2.2. Décomposition en tranches ou en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches. Le marché est décomposé en 2 lots :

- Lot 1 : Sites de Lusignan / Rouillé
- Lot 2 : Sites du Magneraud

2.3. Délai de validité des offres

Il est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.4. Avance

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement s'il accepte ou refuse l'avance prévue à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique.

2.5. Montant de la consultation

Montant minimum annuel en euros HT	Montant maximum annuel en euros HT
Lot 1 : 60 000 Lot 2 : 35 000	Lot 1 : 120 000 € Lot 2 : 70 000 €

Cette fourchette correspond aux montants sur lesquels s'engagent contractuellement les parties :

- l'administration s'engage à atteindre le montant minimum du marché,
- le titulaire s'engage à assurer l'exécution des prestations jusqu'à hauteur du montant maximum du marché.

2.6. Durée du marché

Le marché est passé pour une durée d'**UN (1) AN** à compter de sa date de notification ou de la de début spécifiée et est renouvelable par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse dépasser quatre ans, conformément à l'article 1.2 du CCAP.

2.7. Options et variantes

Il existe une option sur chacun des lots pour l'entretien des salles de restauration. Si elle est validée, cette option sera confirmée au moment de la notification du marché.

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

3.1. Modalités de présentation des candidatures et des offres

L'offre de chaque soumissionnaire sera entièrement rédigée en langue française.

Les offres seront exprimées en EURO.

3.1.1. Pour la partie « candidature »

Sauf en cas de remise d'une candidature par DUME (document unique de marché européen) les soumissionnaires fournissent l'intégralité des pièces et des renseignements exigés ci-après. Toute candidature incomplète ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation pourra être éliminée.

- la lettre de candidature, et le cas échéant l'habilitation du mandataire par ses cotraitants en cas de groupement (réf : formulaire DC1) ;
- la déclaration des candidats aux marchés de l'État (réf : formulaire DC2), avec notamment le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisé au cours des trois dernières années ;
- En annexe du DC2, la liste des références similaires de la clientèle publique et privée sur les **trois** dernières années

Le marché ne peut être attribué au soumissionnaire retenu que sous réserve qu'il produise, dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la demande d'INRAE, les pièces suivantes :

- Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L.2141-3, le candidat produit son numéro unique d'identification (SIREN) permettant à INRAE d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Lorsqu'en raison d'une impossibilité technique, INRAE chargée de traiter de demande ou une déclaration ne peut pas accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données nécessaires une utilisant le numéro d'identification SIREN, il revient à la personne concernée de communiquer un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel elle est inscrite.

- La liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail au sens de l'article D. 8254-2 du code du travail.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés.

Les soumissionnaires peuvent fournir ces pièces complémentaires dès le départ avec l'ensemble des autres pièces administratives demandées dans leur pli.

Pour produire les éléments demandés, le soumissionnaire peut télécharger les formulaires DC1, DC2, DC4 sur le site du MINEFE à l'adresse suivante rubrique « formulaires non obligatoires » :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Important :

Ces pièces sont également à fournir pour :

- **chaque cotraitant membre du groupement (à l'exception du DC1 à communiquer uniquement par le mandataire du groupement) ;**
- **chaque sous-traitant. Ce dernier devra produire en appui du formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance), le DC2 avec son annexe telle que demandée en pièce n°2 du présent article ainsi que, s'ils ne sont pas disponibles sur PLACE, les certificats fiscaux et sociaux attestant du paiement de leurs cotisations, y compris celles relatives à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.**

De même, pour justifier de leurs capacités, les soumissionnaires peuvent faire appel aux capacités d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature du lien juridique les associant.

Pour le cas où la nature du lien juridique les associant ne relève ni de la cotraitance ni de la sous-traitance, et en application de l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, les soumissionnaires doivent apporter, outre l'ensemble des pièces obligatoires de candidature énumérées dans le présent article, une preuve par tout moyen approprié, justifiant qu'ils disposeront effectivement des capacités présentées à l'appui de leur candidature pour la réalisation du marché.

3.1.2. Pour la partie « Offre »

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes sont considérés comme acceptés sans modification par le Titulaire.

Le dossier à remettre par chaque soumissionnaire doit comporter :

- **L'Acte d'Engagement** joint complété et signé avec apposition du cachet commercial accompagné de ses annexes dûment complétées.
- **Une note** décrivant :
 - le mode opératoire proposé pour l'exécution des prestations, notamment les moyens humains et techniques affectés à l'exécution du marché avec pour le personnel encadrant les profils et CV des intervenants (qualification et expérience professionnelle)
 - les engagements pris en matière de gestion du chantier sur les points suivants :
 - les mesures envisagées pour réduire les impacts environnementaux de la prestation (emballage, aérosols, utilisation de l'eau, de l'énergie, etc...)
 - les caractéristiques des produits de nettoyage utilisés (conditionnement / support, concentration, taux de biodégradabilité...)
 - le calendrier prévisionnel de formation de ses agents qui mentionnera également les éventuelles formations à l'utilisation de produits et méthodes respectueux de l'environnement
 - les taux de promotion des agents vers les fonctions d'encadrement
 - le programme d'organisation du candidat
 - les systèmes de contrôle d'exécution des prestations.
- **Le récépissé de visite** du site signé par INRAE.

3.2. Transmission et réception des offres

En application des articles R. 2132-7 et R. 2132-13 du Code de la Commande Publique, la transmission des candidatures et des offres **se fera obligatoirement par voie électronique** sur le profil d'acheteur d'INRAE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) dans les conditions exposées ci-dessous. Les soumissionnaires ont toutefois la possibilité d'y ajouter une copie de sauvegarde par voie traditionnelle.

3.2.1. Transmission électronique dématérialisée obligatoire

Les soumissionnaires disposent d'une aide technique à l'utilisation de la plateforme à l'adresse URL de la plateforme (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

En cas de difficultés techniques rencontrées lors du dépôt d'un pli, INRAE recommande l'ouverture d'un ticket au support de la plateforme attestant des problèmes techniques rencontrés. Seule cette démarche permet d'attester d'un dysfonctionnement rencontré par le candidat.

Horodatage :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. La date et l'heure pris en compte pour la remise des candidatures et des offres sont celles données sur la plate-forme pour INRAE à réception des documents envoyés par les soumissionnaires.

Cette heure est consultable à l'adresse URL évoquée ci-dessus : (heure de Paris).

Les soumissionnaires devront impérativement adresser leur candidature et leur offre dans les formats ci-après précisés, sous peine de rejet de leur candidature et de leur offre :

Format des fichiers : **XLS(x), DOC(x), RTF, PPT(x), PDF, ou équivalents**

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser d'extension .exe ou similaire ;
- ne pas envoyer de fichier contenant des macros ;
- vérifier que le pli comprend bien les documents demandés au format évoqué plus haut.

Signature électronique : La signature électronique n'est pas requise.

3.2.2. Copie de sauvegarde - non obligatoire mais recommandée

Les soumissionnaires peuvent transmettre à titre de copie de sauvegarde une réponse sur support papier ou sur support physique électronique (clé USB, etc.), dans le même délai que le pli électronique dématérialisé (spécifié en page de garde du présent document).

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures et / ou les offres transmises par voie électronique sur le profil d'acheteur ;
- lorsqu'une candidature ou une offre dématérialisée est parvenue par voie électronique sur le profil d'acheteur de façon incomplète, hors délai ou sans pouvoir être ouverte, sous réserve que la transmission ait commencée avant l'heure limite de remise des plis figurant en page de garde ;

La copie de sauvegarde comporte toutes les pièces de la candidature et de l'offre. Elle est placée sous enveloppe cachetée (ou tout autre emballage adapté et scellé).

En cas de copie de sauvegarde électronique elle-même vérolée, celle-ci sera écartée par l'acheteur.

Cette copie de sauvegarde doit être envoyée à l'adresse indiquée ci-dessous.

L'enveloppe cachetée contiendra tous les documents énoncés aux articles 3.1.1 et 3.1.2 du présent règlement et portera les mentions suivantes :

AOO – PRESTATION D'ENTRETIEN DES LOCAUX CENTRE
Lot COPIE DE SAUVEGARDE « NE PAS OUVRIR »
(NOM DE L'ENTREPRISE)

Elle sera adressée par lettre recommandée avec avis de réception postale à :

INRAE – Centre Nouvelle-Aquitaine-Poitiers
RD 150 – Le Chêne - CS 80006
86600 LUSIGNAN

ou remise à l'adresse indiquée ci-dessus contre récépissé avant la date limite fixée en page de garde du présent document.

La réception des copies de sauvegarde est assurée du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h. Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure fixées en page de garde du présent document ne seront pas retenus et seront retournés à leurs expéditeurs.

4. APPRÉCIATION DES CAPACITÉS ET JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement donnera lieu à un classement des offres.

4.1. Candidatures

Le jugement des candidatures sera effectué en tenant compte des critères suivants :

Critères de sélection des candidatures
1 – Capacité économique et financière (chiffre d'affaires)
2 – Capacités techniques et professionnelles (moyens humains, techniques, références et/ou tous documents justifiant de la capacité du candidat à réaliser les prestations)

Les candidatures qui n'auront pas satisfait aux critères de sélection mentionnés ci-dessus seront éliminées.

4.2. Offres

Les offres des candidats seront jugées et classées selon les critères suivants :

Critères de sélection des offres	Pondération
1 – La valeur technique de l'offre avec les sous critères suivants : Organisation et suivi de la prestation 35 % Moyens matériels et techniques 10 %	45%
2 – Prix des prestations	40%
3 – Moyens proposés par le candidat en matière d'éco-responsabilité dans la gestion du chantier avec les sous critères suivants : Actions mise en place pour réduire les impacts environnementaux de la prestation 7% Données techniques des produits utilisés 3%	10%
4- Taux de promotion des agents vers des fonctions d'encadrement (évolution professionnelle des agents) et statistiques de formation générale et spécifique au développement durable	5%

La négociation n'est pas possible en procédure d'appel d'offre ouvert. Les candidats sont donc invités à remettre leur meilleure proposition au stade de la remise des offres. Ils sont invités à s'assurer que leur offre respecte les exigences du cahier des charges et qu'ils ont bien remis l'ensemble des documents demandés dûment renseignés

L'administration pourra demander aux candidats de préciser le contenu de leur proposition.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées au tableau détaillé de l'offre de prix prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant des autres pièces de l'offre sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir de ce tableau, qui sera pris en considération.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'Administration, dès que son choix sera fait, avisera tous les autres candidats du rejet de leurs offres. Elle communiquera par écrit à tout candidat qui en fera la demande, les motifs du rejet de son offre.

5. MODE DE RÉGLEMENT

Le mode de règlement du marché est le virement administratif. Le paiement interviendra sous un délai de 30 jours maximum au compte indiqué par le soumissionnaire dans l'Acte d'Engagement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir des renseignements complémentaires qui seraient nécessaires à la préparation de leur offre, les candidats doivent s'adresser à INRAE, qui répondra au fur et à mesure et, au plus tard, 6 jours avant la date limite de remise des offres, de préférence sur le profil acheteur d'INRAE (PLACE), ou à :

6.1. Renseignements d'ordre administratif

Service Achats / Marchés – Michèle BERNARD ou Céline BERNIER
05 49 55 60 00 - achat-N-Aquitaine-Poitiers@inrae.fr

6.2. Renseignements d'ordre technique

Service Affaires générales et budget – Alexandra FORT - 05 49 55 60 09 - alexandra.fort@inrae.fr

7. VISITE OBLIGATOIRE DES LOCAUX

Il est précisé que la visite des installations est obligatoire, sauf pour les titulaires en place. Cette visite doit permettre au candidat, préalablement à son offre, de se rendre compte par lui-même de l'ensemble des caractéristiques du site et des difficultés éventuelles liées à son intervention afin de proposer une prestation adaptée.

Les dates suivantes sont programmées :

- Pour le site du Magneraud : le jeudi 5 mars 2026 à 14h00
- Pour les sites de Lusignan / Rouillé : le vendredi 6 mars 2026 à 14h00

Les candidats devront confirmer leur présence en indiquant le nom des participants à l'adresse :

achat-N-Aquitaine-Poitiers@inrae.fr

Le rendez-vous est fixé à l'accueil de chacun des sites.

Un récépissé de visite, visé par INRAE, sera remis aux candidats et devra figurer dans le dossier de candidature.

Établi à Lusignan, le 10 février 2026